

## TRIBUNE

### La République des satisfaits

Gilles Gagné et Simon Langlois\*

Hubert Guindon a soutenu jadis que la Révolution tranquille était (« allait être », puisqu'il écrivait en 1960) le résultat des revendications d'une classe apparue sur l'échiquier politique de l'après-guerre, la classe moyenne franco-québécoise; mue par l'ambition de construire une société à sa mesure, elle allait renverser l'ancienne hiérarchie et bouleverser la configuration idéologique « traditionnelle », d'abord en investissant le domaine des services publics (fédéraux et provinciaux). D'autres suivront Guindon sur cette voie : en 1963, Charles Taylor parlera du projet d'indépendance des nouvelles générations qui fondaient leur ascension sociale sur le savoir et sur la préservation d'un espace de l'expertise de langue française; *Parti pris* appellera ensuite à la rescousse de cette cause la nouvelle bourgeoisie francophone, celle que « l'État du Québec » avait pris en élevage ; Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette tenteront en 1970 de faire le portrait de famille de la nouvelle classe dominante (d'ascendance bourgeoise et de descendance technocratique?) alors que Jean-Jacques Simard verra en 1976 la technocratie d'État arriver au terme de sa longue marche. Quoi qu'il en soit de ces diverses désignations, une chose reste certaine : la Révolution tranquille et ses suites ne peuvent s'interpréter comme des événements sans acteur, anonymes et providentiels. Cette histoire est indissolublement liée à des forces politiques particulières et elle a fait naître de nouvelles modalités d'action sur la société dont il faut chercher à comprendre la logique d'ensemble pour saisir les déterminations et les virtualités des transformations sociales que l'on place ainsi au foyer de l'attention [1].

Ces forces politiques, par définition tributaires de l'assise sociale des acteurs, se différencient de surcroît (dans le cas qui nous occupe) en suivant la ligne d'un clivage générationnel dont le synchronisme démographique des naissances de l'après-guerre est un indicateur adéquat. La première génération de la Révolution tranquille est née dans l'entre-deux-guerres ; elle a vécu, par le biais du catholicisme social et la recherche d'une « troisième voie », la crise du monde moderne et elle est caractérisée par une ethos de l'engagement personnel du chrétien dans l'arène du renouveau des mentalités. La seconde génération, née après la guerre, a vécu dans une certaine prospérité et, sensible à des courants d'idées allant de l'existentialisme au marxisme en passant par le féminisme radical, elle est portée par une éthique du réformisme social basé sur l'expertise en matière de « besoins ».

S'intéressant au Parti québécois, il est impossible de ne pas s'interroger sur la place grandissante que vont y occuper les baby-boomers. Historiquement, ce parti a su canaliser à son profit les forces révolutionnaires qui sont à l'origine de la Révolution tranquille, et cela en y intégrant avec

grand succès la génération turbulente qui vint après la guerre et qui allait faire carrière dans la nouvelle donne. Cela revient à dire, en mode synchronique cette fois, qu'il a su mobiliser les catégories sociales montantes (classe moyenne des aspirations, nouveaux professionnels de l'encadrement social, technocratie liée, du dedans ou du dehors de l'État, aux nouvelles organisations productives) dans un redéploiement du pouvoir autour de l'indépendance, un redéploiement qui fut aussi rapide qu'était savant le flou artistique qui enveloppait cette coalition. Ce parti allait ainsi devenir l'agent historique d'une *traduction* qui devait tout à la fois achever la critique et la destruction des institutions du vieux Canada français et reprendre à sa charge l'idéal d'autonomie qui le portait. C'est dans cette opération multivoque qu'il est apparu aux yeux des uns comme l'incarnation supérieure d'un mouvement social dont l'intérêt dépassait les stratégies partisans, le patronage et les ambitions corporatistes (un mouvement révolutionnaire au service du peuple, disait Pierre Vadeboncœur), pendant que les autres ne voyaient là que la chance historique de petits notables nouveau genre qui seuls pouvaient articuler la question nationale à la montée du professionnalisme mis au programme par le capitalisme d'organisation tout en faisant droit à des aspirations populaires où les services publics servaient désormais de socle au développement de la consommation privée. L'un dans l'autre, le Parti québécois est devenu de cette manière le lieu de passage d'une génération de la Révolution tranquille à l'autre ; et c'est cette même capacité d'intégration qui s'est manifestée, sur l'axe des positions idéologiques cette fois, par le double processus de conversion de la droite nationale à l'indépendance (civique, évidemment) et d'épuration de la gauche sociale par son absorption dans le *problem solving* des programmes.

Si l'on accepte, pour aller vite, cette vue schématique de son histoire sociale, le tour de force du PQ a donc été de rester *maître du centre* de la coalition dont le mouvement souverainiste a été l'occasion et de profiter des reconfigurations des rapports de force de la société québécoise pour rejeter à sa marge les minorités actives de droite ou de gauche dont les bases sociales changeaient d'horizons : les étudiants, devenus bénéficiaires, ont leurs fonctionnaires aux tables ministérielles et ils ne contestent plus ; les syndicats défendent auprès du gouvernement des privilèges menacés pour en obtenir de nouveaux et ils ne parlent plus « d'abattre le régime » ; les associations patronales enseignent à profiter des subventions et des encouragements fiscaux plutôt que de donner des leçons de libéralisme ; les mouvements populaires sont devenus partenaires de l'économie sociale ; les artistes de haut vol se sont mondialisés pour laisser à ceux qui font *swinger* les Cégeps la tâche de chanter le Québec ; et les consommateurs fortunés d'un certain âge (par la force des choses), s'inquiètent de l'avenir du système de santé pour ne pas avoir à s'inquiéter de l'avenir incertain (par la force des choses) de leur propre santé. Les entrepreneurs, les capitalistes, les organisateurs, les ingénieurs, les assureurs, les investisseurs, les promoteurs, les inventeurs, les banquiers, les éditeurs, les commerçants, les intellectuels, les décimateurs, les fils de famille, les magouilleurs, les amuseurs et les administrateurs qui tournent autour des multiples caisses, fonds, sociétés, régies, commissions et autres assiettes au beurre que les gouvernements québécois ont créés, développées puis cédés à leurs gestionnaires depuis 40 ans mordent rarement « la main visible de l'État » qui a brassé la soupe primitive d'où ils sont venus (surtout quand cette main philanthrope bénit la main invisible du marché qui leur donne tous les droits tout en distribuant la macédoine de programmes qui renouvelle en douce les avances initiales). Quant aux puissances économiques qui ne dépendent de personne et dont l'horizon a peu à voir avec la société québécoise, c'est par des canaux qui échappent au domaine d'opération des États nationaux qu'elles leur imposent leurs préférences macroéconomiques et qu'elles échappent du même coup au domaine de la petite politique ; ici aussi règne le consensus, cette fois parce que le génie des gouvernants responsables et astucieux leur commande d'être toujours d'accord avec la puissance des faits, et de l'être avec enthousiasme pour montrer leur indépendance. L'équipage, bref, a perdu quelques équipiers au fil des kilomètres mais il s'en est associé d'autres en échange. Le PQ, qui se donne des airs de le mener vers l'indépendance, prétend mettre la mondialisation au service

de la bourgeoisie parétatique [2] *made in Quebec* afin de mettre celle-ci au service de sa cause. La mouche, le cocher et les chevaux sont d'accord et les passagers laissent courir : il faut prendre la route de la « nouvelle économie », pays de cocagne où chacun trouvera son petit bonheur. Cependant, comme les structures sociales et les références significatives qui les renforcent sont de moins en moins coextensives aux totalités sociétales auxquelles les États donnaient forme, le jeu des oppositions de classes ne se joue plus sur la même carte que la compétition pour la maîtrise des institutions politiques et ces dernières deviennent, dans la hiérarchie des capacités d'action sur la vie sociale, un domaine subordonné, assujéti d'office à des organisations qui ne font le jeu du pouvoir que dans les limites où il accroît leur poids en retour.

Témoins, les orientations politiques du PQ : redéfinies par petits degrés au fil de ce déséquilibre dynamique, elles ont gardé tout au long de la route des apparences de continuité, y compris dans les cas de renversement complet ; et c'est ainsi qu'un parti qui est né d'un mouvement social dont tout le programme économique était la reprise du « maître chez nous » (par le moyen de l'État) trouve maintenant dans les investissements que contrôlent des organisations qui n'ont pas de pays le moteur du développement économique « québécois ». Cela est visible aussi dans un programme social qui sautille d'un problème à l'autre, un programme sans identité à force d'être la somme des « solutions aux problèmes » que réclament à tour de rôle les diverses catégories d'intervenants professionnels qu'il faut ménager. Si ce parti a perdu de vue le sens de son ambition politique et de son programme social alors même que l'appui à l'indépendance se maintenait, cela tient à la manière dont une nouvelle conjoncture internationale s'est combinée à des luttes de pouvoir sur l'échiquier politique québécois. La nouvelle logique de classe qui fait du pouvoir d'État local un champ d'action secondaire pour une *overclass* technocratique globalisée ouvre ainsi la sphère des conflits à de nouvelles alliances : d'un côté, elle condamne les catégories sociales trop attachées au *terrain* national (par le travail, par la petite propriété immobilière ou par la constitution) à chercher leur expression politique dans des partis « réactionnaires ». Cela se voit au Canada dans le fait que les partis d'opposition, défensifs, n'ont plus de programme de gouvernement : le Bloc québécois défend des compétences constitutionnelles, le NPD défend la social-démocratie des classes moyennes, la nouvelle Alliance défend les valeurs (dans tous les sens du mot) des petits blancs et le Parti progressiste conservateur se défend contre ses créanciers. Le Parti québécois, par contre, en tant que parti gouvernemental jouissant de larges assises populaires mais assez mal implanté dans le grand capital canadien, a parfaitement bien réussi à s'accommoder du nouveau clivage de classe ; en laissant au Bloc québécois un passé nationaliste fait de notables locaux voués à la défense du fait français, il a trouvé une formule de gouvernement qui ne l'oppose pas aux technocraties qui pourtant limitent et balisent le champ d'action de l'État. Certes, la ruse historique qui lui a fait chercher dans la dynamique du libre échange nord américain le moyen de morceler le Canada (et donc de favoriser l'indépendance du Québec?!) montre aujourd'hui son défaut : le pari « continental » du PQ éloigne ce parti du mouvement social qui lui a donné naissance et érode ses ancrages dans les catégories sociales subordonnées.

## LE MOUVEMENT SOUVERAINISTE AU TOURNANT

Dans une étude récente dont nous avons publié certains résultats dans les pages du *Devoir*, nous avons tenté de mettre quelques chiffres, indicatifs, sur l'hypothèse de sens commun voulant que les jeunes francophones actifs aient accordé un appui massif à la souveraineté en 1995. Basée sur une analyse typologique des résultats de sondages pré-référendaires et sur une comparaison avec des sondages de 1999, cette étude, bien que confortant la thèse pour 1995, a aussi montré que le recul récent de l'appui déclaré à la souveraineté du Québec, fut-il de faible ampleur, se trouve justement

concentré dans ce que nous avons appelé le « groupe social porteur de ce projet ».

Dans sa réplique à notre étude, Jean-François Lisée a soutenu dans *Le Devoir* que nous portions des « lunettes roses », notamment dans notre esquisse d'interprétation de ce recul. Pour éviter les malentendus, nous voulons exposer maintenant d'une manière un peu plus large notre interprétation de ce fait politique, et cela au risque de le faire sans pouvoir moduler comme il se devrait notre diagnostic. Qu'une chose soit claire cependant : nous n'avons certainement pas voulu soutenir que ce recul n'était qu'un effet de conjoncture, pas plus que nous acceptons d'y voir l'indice d'un changement irréversible. Nous avons voulu mettre le doigt sur ce recul et l'interpréter correctement, ce qui veut dire montrer que le mouvement souverainiste se trouve à nouveau à un point d'inflexion et que les pronostics quant à la suite peuvent être tous absorbés dans la réserve du sceptique : *ça dépendra...*

Un des grands problèmes du mouvement souverainiste, entendu comme mouvement social, se trouve aujourd'hui du côté de ceux qui le dirigent et, plus largement, du côté de ceux qui en ont le plus profité. Cela doit s'entendre dans plusieurs registres.

1) Historiquement, le mouvement souverainiste fut une sorte de coordination souple, plus ou moins spontanée, de plusieurs tendances politiques ayant en vue, dans la mouvance de la Révolution tranquille, la transformation de la société. De la question de la langue à celles de la social-démocratie et du socialisme, ces tendances ont contribué diversement à former le mouvement souverainiste qui s'est fédéré dans le Parti québécois en 1967 avant que celui-ci ne tombe lui-même, progressivement et à partir de 1976, sous le contrôle d'une élite du pouvoir qui est issue du mouvement et qui est aujourd'hui solidement installée dans les institutions de la « province » de même que dans les organisations qui y prennent appui. Cette inévitable confusion entre le gouvernement et le mouvement a eu pour résultat de réduire sensiblement les tensions internes du mouvement et, partant, de le priver de l'essentiel de son dynamisme. Cette relative domestication des orientations de ce qui est devenu en cours de route un « parti gouvernemental », à force de trop bien réussir à limiter les dangers et les contestations internes du mouvement souverainiste, finira par le rendre sans danger pour « l'ordre établi », quel que soit le sens que l'on donne à cette expression.

2) Après un séjour de 25 ans dans les institutions du pouvoir, dans ses appareils de contrôle et dans les organisations économiques qui en sont les « partenaires », l'élite politique du PQ appartient à plein titre au groupe social qui a le plus profité des transformations de la société québécoise depuis 1960. Cela n'est certainement pas une infamie — toute transformation de la société visant, entre autre ou au passage, à modifier la « distribution » du pouvoir — mais cela n'est pas pour autant sans conséquence pour un mouvement qui était aussi animé par une certaine idée du progrès social. Le projet (nationaliste) d'opérer une nouvelle donne du pouvoir à la faveur d'une élite canadienne française formait déjà, depuis 1867, le cœur de ce que nous appelons maintenant la stratégie « fédéraliste »; sans la participation plus large des forces politiques situées sur sa gauche, le simple repli de ce projet sur le gouvernement provincial serait resté lettre morte.

Ceux qui contrôlent aujourd'hui le mouvement souverainiste appartiennent à une nouvelle élite québécoise, issue de cette coalition ; elle s'est formée avec l'affirmation du Québec, avec le développement de la fonction publique et des appareils du providentialisme, avec la mise en place d'un nouveau rôle économique de l'État, avec la législation linguistique, avec le renforcement, par des moyens politiques, de l'entreprise francophone et, depuis 15 ans, avec l'intégration continentale plus poussée de l'économie québécoise et la montée des compétences managériales sur lesquelles elle repose.

Les avantages sociaux liés à de si nombreuses restructurations sont certainement répartis très largement dans la « société » québécoise qui s'est formée au fil de cette histoire récente. Mais ils n'en ont pas moins été inégalement répartis et l'intérêt que les différents groupes sociaux peuvent trouver au

*statu quo* actuel dépend forcément de leur place dans cette nouvelle donne. Ceux-là, par exemple, qui se sont identifiés à ces transformations sociales en y participant seront aujourd'hui beaucoup plus émotifs face au caractère sacré du « modèle québécois » et face aux « acquis » de la Révolution tranquille.

Quand on a appartenu à la démocratisation et à la modernisation de l'éducation, à la mise en place de l'État providence et à la formation d'une expertise de la « santé-sécurité », quand on a participé à la montée de la nouvelle garde économique du Québec, quand on a été un bon soldat de l'Hydro-Québec, de la Caisse de dépôt, du passage de la coopération vers le *big business*, quand on a été un combattant de première ligne de la langue française et quand on a le sentiment bien fondé d'être *parvenu* à quelque chose dans l'aventure, on a aussi, et c'est normal, plus tendance à trembler pour les *acquis* de cette histoire qu'à trembler d'impatience face aux tâches d'aujourd'hui. Tout cela a été dit à de nombreuses reprises, depuis déjà plusieurs années. Mais cela ne nous épargne pas de prendre acte du fait que c'est ainsi que se sont émoussés les idéaux de liberté politique, de justice sociale et d'égalité qui ont été revendiqués par ce mouvement, qui lui ont servi de couverture idéologique et de principe d'unité ; cela ne nous épargne pas de prendre acte du fait que c'est au fil de la formation du nouveau *statu quo* que s'est modulé l'évaluation des « dangers » historiques associés à la poursuite de ces idéaux, ni du fait que c'est là l'origine des lunettes roses qui permettent de voir maintenant les « libertés nouvelles » qui viendraient avec la mondialisation.

Le mouvement souverainiste s'est développé en même temps que l'État, mais aussi en même temps que cet État réglait plusieurs des problèmes qui étaient à la source du mouvement lui-même. Les souverainistes sont *victimes* en partie de leurs propres succès, comme l'a déjà souligné Pascal Venne, au sens où ces succès font paraître secondaires les frictions constitutionnelles qu'ils ont occasionnées et au sens où ils diminuent la rentabilité politique de ce genre de conflit. Cependant, plus les souverainistes occupent paisiblement le domaine des compétences de l'État québécois, plus l'indépendance apparaît inutile. Ils semblent alors donner raison à Pierre-Elliott Trudeau qui disait aux militants du RIN que l'essentiel du programme des indépendantistes (réforme et laïcisation de l'éducation, protection de la culture et promotion de la recherche scientifique, programmes sociaux avant-gardistes, leadership économique de l'État, etc.) pouvait être réalisé à l'intérieur des cadres de la constitution canadienne.

La remarque de Venne peut s'entendre encore dans un autre sens : l'élite souverainiste au pouvoir a eu tendance à croire au succès de son mouvement parce qu'elle a eu elle-même du succès. L'histoire montre beaucoup d'exemples de ces mouvements qui ont échoué pour avoir confondu la réalisation d'un idéal avec la réussite sociale de ses membres. Quand le fils ou la fille de manœuvre ou de journalier qui revendiquait jadis un pays pour sortir le peuple de son état de colonisé devient haut fonctionnaire, place ses actifs à New York et prépare sa retraite en misant sur la dévaluation du dollar canadien, il peut sentir qu'il a fait tout son possible pour son pays, autant parce qu'il est devenu instruit, important ou prospère dans l'aventure que parce que le pathos anti-colonial de jadis a l'air de ce qu'il est devenu quand on le regarde du haut d'Hydro-Québec, une curiosité historique. L'urgence de l'indépendance ne lui semble plus aussi évidente quand elle ne fait plus corps avec ses ambitions personnelles, et même elle lui apparaît dangereuse comme à tous les travailleurs arrivant à l'âge de leur retraite.

Le mouvement souverainiste, bref, est victime de ses propres succès en ce qu'il a maintenant sa direction dans un groupe social qui doit faire quelque effort pour trouver à quoi l'indépendance pourrait bien servir qui n'a pas déjà été « acquis ». La capacité de ce groupe à gouverner la province et, partant, à discipliner le mouvement étant de plus en plus dépendante des organisations qui font circuler les investissements au gré des « attractions » locales, les gouvernants auront ainsi à chaque jour une nouvelle occasion de découvrir que la politique est « l'art du possible » et ils seront d'autant plus

satisfaits de l'étroite plage d'autonomie où ils « administrent » que les leçons de chose au fil desquelles on apprend à être « raisonnables » tomberont chez eux en terrain propice.

3) Pour être bien entendu, posons la question de la manière la plus crue : le mouvement souverainiste aurait-il accouché d'une *République des satisfaits*, expression par laquelle Galbraith désignait l'appui des *riches* (il parlait pour les U.S.A.!) au ronron d'une démocratie électorale impuissante, une démocratie dont la fonction essentielle est de neutraliser l'emprise du pouvoir politique sur les lois du capital? Le *pouvoir* en place joue aujourd'hui sur *l'autonomie du Québec*, sur *le butin du Québec*, sur *le modèle québécois* et sur *les acquis* de l'histoire récente, mais sans savoir dire pour *quoi faire* et en vue de *quel développement* du modèle cette mobilisation devrait perdurer. Le parti au pouvoir à Québec trouve à Ottawa un ennemi héréditaire fort utile, un ennemi à qui disputer des « compétences » pour les mettre au service du même néo-libéralisme. Mais le seul progrès notable du à cette compétition routinière finira par être le progrès du contentement : le gouvernement du meilleur pays du monde se chante à lui-même les louanges que lui adresse une technocratie onusienne où il a ses pions pendant que la province la plus différente des autres qu'il y ait au Canada s'émeut à la pensée que Dion, Plamondon, Lepage et les autres chantent on ne sait trop quoi sur toutes les scènes du monde. Chacun des deux niveaux de gouvernement étant la limite du contentement de l'autre, les deux gouvernements font la paire pour ce qui est de n'avoir pas d'autre programme que celui de rester au pouvoir. Cette absence de perspective se voit aussi bien dans la *stratégie du PQ* que dans *l'orientation du gouvernement*.

#### a) La stratégie du PQ

Outre le fait qu'à sa face même la stratégie des conditions gagnantes pouvait être vue comme un truc (profiter du prochain coup d'humeur de la « population » pour faire passer l'affaire), elle était l'aveu par ceux qui dirigent le mouvement qu'ils ne croient plus à la valeur pédagogique et transformatrice de leur cause : *ce sont donc les circonstances qui devront faire le dernier bout du chemin?* On s'épargne ainsi de se mettre la tête en face de la vérité : comme la souveraineté doit recueillir l'appui de la « majorité », elle ne pourrait le faire que sur la base d'un programme politique de centre-gauche — croyons-nous — un programme qui loin d'avoir la moindre chance de sortir des « circonstances » devrait venir des groupes sociaux que la satisfaction n'empêche pas encore de croire qu'il reste un avenir pour l'autonomie des communautés politiques dans la « mondialisation » américaine.

Le problème de la stratégie du PQ c'est qu'il s'agit d'une *stratégie*, justement, une stratégie dont on connaît les manies : psychologie de l'indécis que l'on abreuve de mots bien choisis plutôt que d'idées, psychologie de la femme, par exemple, que l'on imagine portée vers les ambiguïtés « partenariales », goût de l'affrontement sur des détails, évocation rocambolesque de la fierté qu'il faut mousser, promotion général du contentement face aux symboles de la montée du Québec, guerre de drapeaux et dénonciation de rendez-vous manqués avec des présidents étrangers, appel à l'histoire, amour pour l'impopularité de Chrétien, etc. À s'en tenir à ces stratégies, on s'épargne de se donner de véritables orientations politiques (ce qui a pour effet d'accroître la méfiance des gens envers les combines de politiciens, soit dit en passant). Jean-François Lisée s'étonne de ce que les Québécois n'aient pas « réagi » davantage au fait que le premier ministre Bouchard ait été empêché par le gouvernement fédéral de rencontrer le président Salinas. Nous nous étonnons plutôt de ce que le gouvernement ne prenne pas davantage d'initiatives institutionnelles porteuses à long terme : il a fallu tout un mandat pour mettre en place une carte nationale d'identité quand il aurait fallu rénover la constitution du Québec, et pendant que l'on joue avec la date du référendum pour se faire croire que

l'on est maître de l'agenda, on oublie que cette pratique va à l'encontre de l'esprit de notre réforme de la démocratie, une réforme qui vise à rendre la mécanique des consultations populaires transparente sur le plan financier et, idéalement, à soustraire ces consultations aux manipulations « stratégiques » en les rendant prévisibles.

## **b) L'orientation du gouvernement**

L'orientation principale du gouvernement québécois actuel à mi-chemin de son second mandat, c'est la désorientation. Comme il n'y a plus d'idée directrice à valeur politique et sociale, on multiplie les programmes à caractère technocratique. Qu'on juge plutôt des programmes récents : tel ministère (à l'instigation du fédéral) va subventionner le remplacement des lavabos et l'installation de barres de sécurité dans le logement des personnes âgées et un autre donnera un chèque aux familles pour qu'elles achètent un ordinateur. Et si les familles voulaient plutôt donner à leurs enfants des cours de piano? Multiplier ainsi les programmes et les politiques orientés par la « compétition intergouvernementale » donne lieu à toutes sortes d'effets pervers bien connus : pour le doctorat, les bourses d'étude provinciales étaient moins élevées que celles du fédéral et cela faisait des problèmes « bureaucratiques »; le Québec relève donc les siennes, mais en haut de celles du fédéral, ce qui crée de nouveaux problèmes bureaucratiques! En toutes choses les bienfaiteurs techniques du peuple ont les coudées franches parce qu'ils ne sont plus dirigés et ils ne répugnent pas à se donner à eux-mêmes de l'ouvrage. Et comme la social-démocratie maternelle, qui ne ménage rien pour ajuster en détail ses soins palliatifs aux vrais besoins de chacune de ses innombrables catégories de bénéficiaires, va aussi bien que vont les problèmes qui la rendent utile, la compétition pour des clientèles est devenue la principale mesure d'orientation des mesures gouvernementales en matière d'insignifiance.

Pendant ce temps là, on se chicane pour gagner la médaille des congés parentaux mais on livre la forêt boréale aux soins des débusqueuses *québécoises* ou on fait *déambuler* les patients au lieu de mettre plus de soignants sur la route pour faire face au vieillissement de la population. On accouche par ces méthodes, ici d'une souris (la carte d'électeur), là d'un fouillis (la formation professionnelle), là encore d'un gâchis (les ressources humaines). Quand aux méga appareils de l'éducation et de la santé, ils ne prospèrent plus que par en haut, par le bout des fonctions d'organisation et d'information qui s'autofinancent en désorganisant le travail des autres. L'efficacité de base s'y accroît au rythme de la croissance du nombre de gestionnaires de système qui s'attaquent à la vie des autres comme à des manies, qui les privent du sens qu'il trouvaient à leur travail et qui leur chantent qu'à l'ère glorieuse de l'informatique il faut changer de « tâche » à tous les trois ans, gérer sa propre employabilité, évoluer vers de nouveaux « savoir-être », réinventer sa place dans la société à temps plein et passer sa vie en formation continue. Les gestionnaires ont fait de la réforme permanente des systèmes une nouvelle forme de discipline industrielle : les exécutants battent en retraite, les occasionnels s'arrachent les miettes et les idéologues, qui saluent l'homme nouveau dans les feuilles de choux de la mondialisation, proposent de sauver le « social » grâce à l'introduction à l'école élémentaire de l'éducation à la citoyenneté.

## **L'ÉTAT PROVIDENCE D'UNE ÉPOQUE OPAQUE**

Un programme social-démocratique (compris par opposition à ce déferlement d'une bienfaisance qui reproduit les problèmes qui la fait vivre) doit avoir en vue l'autonomie des individus, il doit la supposer afin de la favoriser et il doit lui fournir un cadre collectif qui soit juste et

transparent [3]. Il doit pour cela combiner un haut niveau de protection sociale de base avec une politique (explicite, ouverte) visant à réduire la dépendance de l'activité productive face aux variations du marché du travail et surtout face aux définitions purement marchande de l'activité socialement utile. Des secteurs massifs de notre économie reposent sur des activités qui n'ont pas été instaurées par le marché ou qui ne se sont pas développées sous son égide (de la protection de la propriété à la recherche universitaire, en passant par la voirie et les infrastructures, l'éducation, la santé, la « communication » postale et la télévision). A un moment où les marchés ne peuvent plus détecter que les travaux qui feront des bénéfiques dans six mois (et couper les autres au nom des rendements financiers), les sociétés qui manqueront d'imagination sous le rapport des nouvelles formes de l'activité socialement juste et utile verront se multiplier en elles les membres *inutiles* et elles s'appauvriront d'autant.

La carte de l'économie sociale, outre le fait qu'elle joue davantage sur l'encadrement bureaucratique de ses programmes que sur le développement de ses activités de base, a le défaut supplémentaire de reposer trop largement sur une économisation de la bienfaisance. Quand la bienfaisance privée devient ainsi, c'est-à-dire par le détour des organisations d'économie sociale, philanthropie d'État, c'est que l'État ne veut plus régler le domaine public de la libre propriété et qu'il se contente plutôt de prendre à sa charge, après coup, les victimes que la violence privée laisse sur le carreau (en commençant par les victimes de l'économie). La démocratie sera en santé si les gouvernants traitent les gens en citoyens responsables et non d'abord en bénéficiaires de leurs programmes d'urgence. L'éducation, c'est pour accroître la marge de choix des personnes instruites et pour ouvrir les canaux de la participation à la vie de l'esprit, pas pour soumettre *ex ante* les *associés* (comme on le dit chez *Wall Mart*) aux organisations de l'ignorance mondialisée. La santé, c'est pour soustraire la personne aux aléas de la vie, pas un moyen de faire des économies afin de pouvoir réduire les impôts et remplacer ainsi les augmentations de salaire (que les entreprises ne veulent pas donner) par des chèques du gouvernement (qui font alors partie de la bataille des « logos »). L'intervention économique, c'est pour créer par des actions globales des circonstances prévisibles et civilisées où le travailleur peut compter sur ses talents, ses efforts et son action pour accroître son autonomie tout en étant moins immédiatement dépendant des fluctuations du marché, et non pas pour soumettre le travail aux caprices du capital voyageur. Quant à l'idéal des politiques sociales de dernier recours, c'est d'être universelles, généreuses et superflues. Et puis, encore un détail : dans combien de siècles les bienfaiteurs des Conseils accepteront-ils le choix des jeunes parents de l'un ou l'autre sexe qui veulent rester à la maison pendant quelques années pour leurs enfants sans avoir l'impression qu'ils sont alors socialement inutiles?

L'idée directrice du « ménage public », comme le nommait Daniel Bell, qui s'est formé au Québec au début des années soixante (*Maîtres chez nous*) vaut aussi pour les citoyens pris un à un, surtout quand sont clairement formulées et sanctionnées par l'État les obligations qui articulent positivement ces deux niveaux d'autonomie. L'aspiration des « travailleurs » (comme on disait jadis) est d'accroître leur liberté et de grandir par le moyen de leur propre activité. Ils doivent pour cela avoir en vue les rapports qu'il y a entre leurs propres efforts et la vie collective et pouvoir ainsi donner un sens à leur vie qui ne soit pas seulement du côté des loisirs que leur laisse le travail ou qui ne se résume pas à la participation imaginaire au contentement de l'élite.

L'indépendance servira-t-elle à créer un *espace public* qui multipliera les occasions de se prendre en main ou servira-t-elle à « rapatrier » des programmes qui décident à notre place qu'il nous faut des poignées de porte adaptées ou des ordinateurs? L'indépendance servira-t-elle à poursuivre à coup de millions les gens ordinaires qui travaillent pour leurs voisins hors taxes, matraquage publicitaire qui appelle à la dénonciation et qui s'attaque à la petite économie parallèle comme pour inventer des criminels au noir, quitte à laisser courir dans son dos de vénérables institutions bancaires qui blanchissent bon an mal an 500 milliards de dollars *globalisés*. L'indépendance servira-t-elle à



remplacer définitivement la substance par le slogan, comme on le verra cet automne quand le ministre de l'éducation lancera lui aussi sa *campagne de publicité* pour convaincre nos enfants d'aller relever à l'école le défi de la mondialisation pendant que ses techniciens s'acharneront à réduire *l'apprentissage* [4] à des compétences élémentaires qui sont au savoir ce que la potasse est à la tomate. Le *modèle québécois*, est-ce un fatras d'appareils qui prospèrent dans le domaine à courte vue de la gestion des illusions ou une certaine idée du bien commun et de la justice qui serait capable d'orienter ces appareils? Faut-il faire l'indépendance pour doubler la taille de la fonction publique québécoise et le nombre de « places » de haute responsabilité, pour être plus efficace dans la promotion de la mondialisation, pour battre l'Ontario sur le terrain de la dérégulation compétitive du capital mobile? C'est bien inutile, aurait dit Trudeau : tout cela peut très bien être réalisé dans le cadre constitutionnel actuel, comme le démontrent d'ailleurs avec éloquence les succès récents du Québec et le contentement presque sans borne de nos diverses élites.

« Pas encore », dit Gérald Larose ; il ne faut pas dès à présent briser le charme des consensus et il faut attendre que l'indépendance soit faite pour demander à quoi elle sert. Singulière attitude! Outre le fait qu'on postule ici qu'elle « se » fera, dut-elle en perdre du coup tous ses mérites, on oublie que *comme on fait son lit, on se couche*. Et comment le PQ fait-il le lit de l'indépendance? Qu'on en juge. Le vice-premier ministre louait l'autre jour, comme il le fait régulièrement depuis qu'il a commis un ouvrage inspiré sur la question, les mérites de la mondialisation. Le commerce sans frontière, expliquait-il, entraîne dans son sillage le développement de quatre libertés fondamentales : la liberté de circulation des biens, la liberté de circulation des services, la liberté de circulation des capitaux et la liberté de circulation des personnes. Mettant ainsi les choses et les personnes dans le même sac, le vice-premier ministre oubliait au surcroît que même les personnes qui voyagent beaucoup finissent en général par s'arrêter, qui pour planter un arbre, qui pour construire un maison, qui pour faire un enfant, et que les personnes qui payent des taxes au Québec y sont pour la plupart *arrêtées*, chez elles ne vous en déplaisent. Elles y jouissent d'ailleurs d'une liberté que leur envie encore tous ceux qui doivent partir de chez eux faute de pouvoir changer de gouvernement et, contrairement aux technocrates qui voyagent avec leur emploi en poche (la plupart du temps sans franchir le seuil de l'organisation où ils font carrière), elles ne peuvent se prévaloir de la liberté de circulation du ministre qu'en laissant tout derrière elles.

Cette nouvelle conception des libertés fondamentales, qui fait si grand cas de la circulation, convient parfaitement aux apologistes de la « nouvelle économie », c'est-à-dire à ceux qui sont installés à demeure dans la gestion du changement. Du ministère de l'éducation jusqu'aux maisons de courtage, ils ont la même étonnante propension à houspiller tout ce qui traîne derrière eux dans la vieille économie et à battre la campagne en annonçant comme les curés de naguère que le Salut est dans le changement et que le Dieu du changement est partout. Ils connaissent dix mille versions de *l'Ode à la destruction créatrice* et ils sont dans tous les pays développés les stars de la création d'emploi. La *création*, vraiment, ou la rotation? Comme la croissance démographique et la croissance des taux d'emploi des pays développés sont loin d'être spectaculaires, en effet, la gigantesque industrie de la « création d'emploi » s'y résume bien souvent à ceci : on se sépare de ses salariés pour fermer des « postes » et on crée des emplois incertains dans la nouvelle économie pour toucher des subventions. Les mutations technologiques deviennent de cette manière l'alibi des nouvelles formes de discipline sociale, l'État devient la vache à lait de la nouvelle économie et les créateurs d'emploi, qui travaillent avec une force égale des deux côtés de la destruction créatrice, sont favorables à la liberté de circulation des personnes, surtout quand elles tournent en rond. Les quatre « libertés » que salue le vice premier ministre sont déjà presque maîtres du Québec et on ne voit pas l'urgence qu'il y aurait à leur faire faire un grand bond en avant.

## NOUVEAU BLOCAGE POLITIQUE

On se plaît à comparer le gouvernement actuel à celui de Duplessis. Pour paraître injuste à prime abord (Duplessis étant le mal incarné), la comparaison est peut-être plus féconde qu'on ne le croirait à s'en tenir à l'invective partisane. Duplessis, comme on le dit maintenant, était « autonomiste ». Libéral, il attirait les capitaux miniers américains vers le fer du Nouveau Québec et vers les salaires raisonnables antisyndicaux tout en ménageant les privilèges financiers de la bourgeoisie de Montréal. Il laissait la croissance de la demande de services sociaux écraser l'Église afin que les puissances hiéocratiques, restées maîtres du *sens* sur la place publique, viennent en secret dans son antichambre quémander l'honneur de manger dans sa main. Il obtenait par cette méthode les résultats suivant : l'ouverture au grand capital donnait de l'ouvrage aux petits entrepreneurs, le clergé séculier et la dîme régnaient sur des villages d'agriculteurs à demi salariés, le monopole de l'Église des œuvres sur l'éducation et la santé faisait l'encadrement social le moins cher possible pendant que la dépendance générale de l'Église à l'endroit des subsides *ad hoc* obligeait les évêques, gardiens de la nation canadienne française, à partager ce titre avec le gouvernement de la province et à agir, dans la lutte contre les mouvements sociaux contestataires, comme couverture doctrinale du pouvoir. La campagne votait donc contre l'immoralité urbaine et pour Duplessis, les catholiques, bénéficiaires de l'école et de l'hôpital, votaient pour l'Église et pour Duplessis, le petit capital votait pour la voirie et pour Duplessis, et la nation votait contre Ottawa et pour Duplessis. Les capitalistes américains, à qui l'on concédait des camps de chasse tout à fait comparables à ceux des « Anglais » de Montréal, n'avaient pas d'objections à formuler à l'encontre de ce régime, ce qui ne laissait aux artistes et aux mécréants que l'option d'aller déprimer en France.

Duplessis, bref, était l'équilibriste d'un blocage politique qui laissait le champ libre aux mutations souterraines dont allaient sortir la société québécoise ; comme elles étaient déjà trop avancées pour qu'il soit possible de maintenir le Canada français sous l'égide des Pères et des Pairs du Canada de 1867 et comme elles n'étaient pas encore assez avancées pour que la nouvelle classe qu'elle préparait prenne appui sur ces mutations économiques, sociales et culturelles pour achever sa propre ascension, un fin politicien appuyé sur une solide caisse électorale a pu pendant 15 ans renouveler le cocktail idéologique « progressiste et conservateur » où chacun croyait trouver son compte et reconduire ainsi le blocage de l'espace politique le temps qu'une transformation de la société civile accouche de nouveaux acteurs collectifs.

C'est tout naturellement que la nouvelle élite issue du grand brassage de la Révolution tranquille se dirige aujourd'hui vers la formule d'un semblable moratoire politique, sans doute pour consolider ses assises « indépendantistes » mais en réalité incapable de le faire sans favoriser la transition vers une nouvelle logique d'opposition de classe. Les professions de foi souverainistes promettent des ressources fiscales supplémentaires à la technocratie d'État dont la face nationale reste tournée vers l'intérieur, en même temps qu'elles couvrent une ouverture sur le monde des organisations planétaires où la technocratie de la nouvelle économie a son champ d'opération et son destin ; le petit nationalisme de la résistance à Ottawa entretient au quotidien le statut de gardien de la nation qui sert de politique officielle à l'État du Québec mais, en faisant sporadiquement revivre le Canada français du « partenariat » canadien, il embrouille le politique dans la politicaillerie et fait perdre de vue la valeur qu'il y a pour des citoyens à être maîtres de leurs institutions ; quant à l'assainissement des finances publiques en vue du grand soir de l'indépendance, elle permet entre temps de livrer la marchandise que réclament les prêteurs sur « engagement » et de faire preuve du genre de respect fiscal pour les capitaux qui permet d'en attirer d'autres ; les baisses d'impôt, les dépenses fiscales et les privilèges accordés à l'épargne se combinent avec les « aménagements » juridiques et réglementaires pour favoriser la rentrée d'un volume d'investissement qui soit un tant soit peu comparable au volume d'épargne qui

part en orbite, mais elles contribuent ce faisant à élargir le cercle des satisfaits pour qui l'indépendance politique est la menace d'un coût.

La mobilisation indépendantiste, en somme, permet au PQ de maintenir sa base électorale sans que cela ne lui impose le moindre échecancier ; elle permet de comprimer l'école, l'hôpital et les municipalités pour leur faire rendre leur miel à moindre coût, de livrer ces institutions à de nouvelles mafia d'experts en systèmes, de détruire leur autonomie au nom de l'assainissement des finances publiques et de les assujettir aux subsides *ad hoc* ; elle permet de faire de la création d'emploi une vertu absolue et d'y jeter autant de ressource fiscales qu'il en faut pour rendre le territoire attrayant aux investisseurs étrangers ; et elle permet de raccrocher à l'idéal républicain de la citoyenneté le développement d'une classe supra nationale qui croît aussi vite que les institutions publiques se mettent au service de ses organisations.

De son côté, le gouvernement fédéral a autant d'argent qu'il peut en dépenser, comme au temps de Duplessis, mais au lieu d'avoir le feu sacré de quelque grande politique « nationale » de la science, de la technique, de la sécurité sociale et du capital humain, il a le feu sacré d'une grande politique nationale de promotion de la nation qui pourrait un peu contrebalancer l'éclatement multiculturel. Le résultat est le même : Québec et Ottawa s'arrachent la province, l'un avec des votes, l'autre avec des dollars. Les passes d'arme épistolaires ou juridiques qui occupent les deux niveaux de gouvernement ne font plus rire personne, surtout pas les partis politiques qui tentent de faire opposition à l'un ou l'autre des partenaires de ce monopole bilatéral de l'affrontement stérile : comme ces partis dépendent de clientèles spécifiques, en effet, ils risqueraient grandement de lâcher la proie pour l'ombre à tenter d'en rallier de nouvelles. De cette manière, aucun renouveau ne pourra venir de *l'arène* de la politique partisane.

Coincée, avec les couches sociales qu'elle alimente, entre des avantages trop importants pour prendre des risques et un projet politique qui lui vaut une bonne part de ses appuis populaires, l'élite indépendantiste, gouvernementale et managériale, se retrouve aujourd'hui dans la position de Duplessis. Les tendances lourdes de la société contribuent à défaire la coalition qu'a rassemblée le mouvement souverainiste et il n'est pas certain qu'il soit encore à l'avantage de ceux qui en ont les moyens de la réunir à nouveau sous l'étendard d'une bataille référendaire. Même l'art de diviser la société en grandes corporations sectorielles pour obtenir de leur confrontation des consensus sans lendemain s'épuise et les taupes de l'économie continentale minent le terrain du bien commun où cet art se fait valoir. Obligé de surfer sur un blocage où mijotent les forces de sa destitution, le PQ doit supporter des alliées qui jouent l'indépendance à *qui perd gagne* et favoriser ainsi une évolution de la société qui rogne les bases des convergences d'intérêts dont dépend la majorité référendaire dont il dépend lui-même.

## TENDANCES

L'unité du monde du travail, notamment, traditionnellement fondée sur un enracinement commun dans des installations physiques, des ressources, des modes de vie et des lois nationales, de même que sur une semblable dépendance salariale, se relâche à la vitesse grand V. Les syndicats deviennent capitalistes, l'aristocratie ouvrière est actionnaire, les fonds de pension jouent contre les revenus de travail, la sauvegarde des emplois exige des licenciements et les jeunes travailleurs sont tenus sous clause — qu'ils soient millionnaires de l'avant-garde technologique du mouvement, mercenaires de la pige, cavaliers de la numérisation et de l'érotisation de l'information, troupes de relève de la circulation des emplois ou simplement membres de l'armée de réserve. Derrière, l'épargne,

l'âge et les échelons enseignent lentement mais sûrement aux membres de la « vieille » économie à passer du revenu de travail vers la rente viagère. Et les idéaux qui animent les luttes locales pour la juste part du travail s'embrouillent dans les perspectives de participation au miracle financier « global ». Le monde du travail, jadis lié à des législations nationales et capable en retour de tenir le pouvoir comptable de ses appels à la « fraternité », est ainsi profondément travaillé de l'intérieur par des « libertés nouvelles » qui y introduisent (sous les habits de la participation) l'opposition du travail et du capital [5].

Le consensus anti-inflation, qui est un consensus de rentiers et de créanciers, se combine bellement avec ces divisions internes du travail pour en accroître la portée générationnelle. Dans toutes les sociétés de marché, les périodes d'inflation modérée sont favorables aux jeunes ménages en diminuant les frais liés aux dettes d'établissement et en relevant d'autant la valeur des revenus de travail qui courent en avant des revenus tirés d'engagements à long terme. Dans ce sens là, les vraies périodes de prospérité sont celles où le taux d'intérêt réel est négatif. Le contentement général à l'endroit d'une économie où l'accroissement de la valeur des titres court loin devant celui de la valeur du travail est un triomphe de la publicité. On a conscrit les débiteurs dans la bataille contre l'inflation en pointant du doigt l'endettement des États, cet hypothèque obscène dont la rigueur financière allait les soulager. Le même *niveau* d'endettement public qui avait fait la fortune des trente glorieuses étant devenu l'horreur des années 1990 à cause de l'accroissement du *coût* de l'endettement, on fit pourtant accepter aux salariés des mesures d'assainissement qui accroissait encore ce coût en concentrant les ponctions. Une mesure de la part des revenus de travail que le fisc retourne aujourd'hui vers les « investisseurs » serait un indice adéquat de la perversité de nos consensus dans un monde où l'État a été mis au « service de la dette ».

La question nationale a contribué à préserver, au Canada d'abord et au Québec ensuite, un certain sens de la valeur des institutions, à réanimer régulièrement les débats sur la légitimité de la domination et à ouvrir l'espace politique à de nouvelles alliances de classes. Qu'elle ait été une arme pour les uns ou un leurre pour les autres, qu'elle ait servi la confusion ou la lucidité, elle permettait de poser constamment à nouveau frais la question constitutive du pouvoir moderne (celle de son fondement) et, au delà, celle (toujours contrafactuelle) de la liberté. Mais voilà qu'elle travaille maintenant dans le sens d'une deuxième tendance lourde, la tendance au rabattement des États parlementaires sur les gouvernements (avec législatures d'apparats), à la concentration des gouvernements autour de quelques hommes de l'exécutif et, toujours par identité de *cause*, à l'assimilation d'un parti au gouvernement. Québec/Canada, même combat : la nation, le ministère des drapeaux, le bureau du PM, le parti « national ». Comme « l'unité nationale » au Canada, la question nationale devient au Québec la stratégie d'intégration verticale d'une organisation partisane monopoliste.

Un autre domaine où l'on ne sait pas qui, du Québec ou du Canada, ira le plus vite dans le sens de la tendance naturelle des « faits » est celui de l'intégration à l'ordre continental américain. Dans cette course où les citoyens perdent ce que les consommateurs gagnent en changeant d'élites, le Québec a certes l'avantage de pouvoir mobiliser les uns et les autres autour d'un objectif séculaire : soustraire la province à l'ordre impérial canadien, là où le Canada doit s'en remettre aux émois purement identitaires de *Joe Canadian* pour couvrir la chose. À chacun ses atavismes.

Plus profondément cependant, le problème est le suivant : dans tous les pays, les capacités de résistance des citoyens aux impératifs à courte vue d'une technocratie globale américanisée sont une peau de chagrin. Comme jadis en Amérique du Sud quand la classe dominante avait gardé ses châteaux dans l'ailleurs lointain de l'Empire et qu'elle n'avait cure du destin « national » de la Vice-royauté d'Espagne, les classes dominantes nationales veulent leurs entrées dans l'*overclass*. Elles y ont une part de leurs actifs, elles y voient leur avenir. L'ethos supranational de cette classe se développe aussi bien

par osmose, c'est-à-dire par absorption de citoyens dans des organisations transnationales, par métamorphose, quand les institutions publiques nationales deviennent de l'intérieur des bases organisationnelles de promotion, que par suggestion sympathique quand les législatures adhèrent avec force lois aux directives qui les destituent (comment un État peut-il s'interdire par la loi de faire un déficit?)

Dans le cours de l'histoire canadienne, la question nationale a été a de nombreuses reprises restructurée autour de nouveaux enjeux et convertie à de nouvelles circonstances. Le problème du Parti québécois, c'est qu'il ne donne aucun signe de pouvoir l'enrichir d'un sens nouveau, si ce n'est pour en faire une zone du contentement de l'élite. Il ne montre aucune velléité de la déplacer sur le terrain des batailles qui comptent. L'indépendance politique des républiques modernes s'est dépensée à se faire valoir contre d'autres républiques. Alors que ce qui en reste aujourd'hui devrait servir plutôt à retarder la destitution des citoyens le temps que le *no man's land* de l'économie globale devienne un domaine de responsabilité plutôt qu'un champ d'opportunité, le PQ donne l'impression de s'être engagé sur une voie où il ne pourrait faire l'indépendance que pour la dilapider au profit de ses notables. Quant à l'option de rechange, continuer la bataille du partage des pouvoirs jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de pouvoirs à partager et faire de « l'éducation à la citoyenneté » dans la société distincte jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de société, c'est là une option à long terme qui sera peut-être empruntée dans les faits mais qui ne sera certainement pas « choisie » par quiconque.

Une chose est claire cependant : de nombreuses « modernisations » spectaculaires ont eut lieu dans la seconde moitié du XXe siècle qui ont profondément renouvelé la politique de classe dans des sociétés « retardataires » ou autrement dominées. Dans tous les cas où la classe dominante issue de cette modernisation n'a pas entraîné avec elle, par faiblesse ou par force, les citoyens qui se sont renouvelés dans l'entreprise, une expérience politique délicate s'est terminée sur des dépôts de bilan rocailleux. Parce qu'il n'y a de richesse que justement partagée, rien ne réussit si bien à une société que d'avoir une « bonne » classe dominante, c'est-à-dire une classe aussi forte que son destin est solidement attaché au progrès général de la société dont elle dépend. Aujourd'hui, à nouveau, la question mérite d'être posée : jusqu'où « notre » classe dominante, comme le disait jadis Jean-Charles Falardeau, pourra-t-elle aller sur la voie de sa propre émancipation?

## CONCLUSION

La souveraineté, d'accord mais pour quoi faire? Et puis pour qui? A notre avis ce sont là les questions toutes banales que se posent bon nombre de Québécois, surtout parmi ceux qui sont le plus susceptible d'appuyer l'option souverainiste ; et c'est le manque de vision dans ce domaine qui explique un recul dont Jean-François Lisée prétend, sans en avoir analysé la nature, qu'il condamne à l'échec un nouveau référendum sur cette option. Qu'il ait raison ou tort, d'ailleurs, la *sortie de secours* (qu'il a trouvée) à l'impasse (qu'il dit constater) nous semble mieux faite pour consolider la république des satisfaits que pour débloquer la société québécoise.

## NOTES

---

\* Les auteurs sont professeurs à l'Université Laval.

[1]. Ceci étant dit, nous ne croyons pas, par contre, que l'analyse du monde social et historique en

terme de classe et de position sociale épuise le *sens* d'une histoire ; une fois que l'on a montré le rôle de la petite bourgeoisie professionnelle dans la Révolution française on est encore devant la tâche d'en interpréter la portée historique.

[2]. Para, peri, epi, supra, inter et intra.

[3]. Nous ne soutenons pas ici que l'état providence québécois recule, s'effrite ou perd son *efficacité* ; les choses sont plus compliquées que ça. Nous ne nous opposons pas non plus à l'un ou l'autre de ses programmes, tous solidement pavés de bonnes intentions ; pour ceux qui réussissent, à défaut de mieux, à en devenir les clients, ils répondent très certainement à des « besoins ». Mieux ; si l'on considère en vrac toutes les mesures étatiques qui ont quelque effet sur la redistribution des revenus de marché, l'*efficacité* de l'État en matière de réduction des inégalités se maintient presque. Mais, justement, il s'agit ici d'*efficacité*, c'est-à-dire d'une capacité à *opérer* sur des écarts qui peut être pratiquement sans relation avec l'idée de justice dont cette opération se réclame sur le plan idéologique. Un exemple fixera les idées ; les privilèges fiscaux de report d'impôt accordés à l'épargne (Réer et cie) réduisent les revenus courants des hauts salariés actifs et les rehaussent s'ils sont à la retraite. Au total, la mesure réduit donc l'inégalité des revenus telle qu'*enregistrée* (c'est important) par le coefficient de Gini, par exemple, et elle le fait en réduisant pourtant (sur le cycle vital) l'impôt total des plus hauts salariés. Ici, l'*efficacité* en matière de réduction des inégalités revient à *accroître* les revenus des riches pour qu'ils les *redistribuent* sur un plus grand nombre d'années. L'*opération* de l'état providence peut ainsi être couronnée de *succès* sans que cela n'ait le moindre lien avec le sens que ce succès prétend avoir.

[4]. Essayer d'imaginer un gouvernement qui prend la peine de modifier la loi de l'instruction publique afin d'y remplacer l'expression « heures d'enseignement » par l'expression « heures d'apprentissage » !

[5]. Même la fraternité, d'ailleurs, se hiérarchise : pendant que sur le terrain politiquement correct de l'embauche dans un secteur public en décroissance les gains de la femme sont fatalement vécus comme des pertes pour les hommes, la technocratie parétatique de *Québec et frères* n'a pas à craindre pour son unité à ouvrir de grands bras symboliques aux femmes. *Québec, frères et soeurs inc.?* C'est plus moderne et ça ne coûte rien.